

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: 29 (1992)

Heft: 1091

Rubrik: Agriculture

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Un avenir incertain

(jd) Les agriculteurs ont des raisons d'être inquiets. Des années durant, les autorités les ont encouragés à augmenter leur productivité. Grâce aux prix garantis, les paysans ont pu améliorer leur revenu mais en produisant plus que le marché pouvait absorber et à des coûts plus élevés que la concurrence étrangère. Aujourd'hui il s'agit de produire moins et à meilleur marché — libre-échange oblige — et la collectivité promet aux agriculteurs des paiements directs pour compenser leur manque à gagner. Mais comment financer ces paiements directs et sur la base de quels critères seront-ils attribués ? A voir la confusion qui a dominé le récent débat sur cette question au Conseil national, on comprend que les paysans craignent l'avenir flou qu'on leur propose. C'est donc d'une image de l'agriculture suisse du futur dont nous avons besoin pour décider des mesures adéquates. Ci-dessous, deux esquisses très différentes de ce futur, en guise de réflexion estivale, l'une issue de la philosophie du libre-échange, l'autre plus prudente, qui prend en compte les évolutions possibles de la planète.

Lourd bilan écologique

Dans deux articles publiés par *Die Weltwoche* (28 mai et 4 juin 1992) le professeur Henner Kleinefefs, de l'Université de Fribourg, dresse un bilan catastrophique de l'agriculture suisse pour ce qui est des atteintes à l'environnement. En s'appuyant sur une série de travaux récents, il établit le coût écologique d'une politique qui a conduit les paysans à produire toujours plus. Le cadre de vie et le paysage ont été sérieusement détériorés par les améliorations foncières, l'extension des surfaces culti-

vées, les cultures intensives, la canalisation des cours d'eau, la suppression des haies, la fumure, l'usage des herbicides et des insecticides. Les espaces proches de l'état naturel représentent aujourd'hui moins de 3,5% de la surface agricole: il en faudrait trois fois plus pour sauvegarder les espèces végétales et animales aujourd'hui menacées. L'agriculture, et ce n'est pas le moindre des paradoxes, contribue à détruire son facteur essentiel de production, le sol: pollution par les engrains et les produits phytosanitaires, accumulation de métaux lourds et de composés organiques; tassement dû aux modes de culture et à l'emploi des machines, érosion favorisée par le labour et les surfaces ouvertes. Le tableau n'est guère moins noir pour l'eau et l'air: pollution des eaux souterraines, des cours d'eau et des lacs par les engrains et les déjections animales, émissions de méthane et d'ammoniac à partir de ces excréments et par transformation des engrains azotés.

Même s'il n'est pas possible de chiffrer avec exactitude ces dommages, il n'en reste pas moins que l'agriculture, si l'on tient compte de sa part à l'emploi (4,5%) et au produit national (3%), est bien la branche la plus polluante de l'économie suisse. Ce ne sont pas tant les paysans pris individuellement qui sont en cause, mais une politique qui a poussé à une intensification de la production au nom du mythe de l'autarcie et du maintien d'une forte population agricole financée par des prix élevés, lesquels conduisent à la surproduction. Pour Kleinefefs, l'avenir peut se résumer de manière lapidaire: moins il y aura de paysans, mieux se portera l'en-

vironnement. Les négociations en cours au sein du GATT et le rapprochement avec la Communauté européenne conduiront à une baisse substantielle des prix agricoles. Et il est vain d'imaginer que les agriculteurs pourront compenser cette perte de revenu par une augmentation de leur production: ils sont déjà près de la limite supérieure de productivité qui induit des effets négatifs sur l'environnement. Les paiements directs ? Financés par le budget public, ils apparaîtront rapidement comme une charge difficilement acceptable par les contribuables. Pour être financièrement et politiquement supportables, ils devront être attribués à un nombre restreint d'exploitants qui cultiveront des surfaces plus importantes mais de manière moins intensive.

D'un point de vue écologique, l'objectif à atteindre, en termes de quantité produite et d'utilisation de composés chimiques, est la situation qui prévalait dans les années cinquante. Réduction de moitié du nombre des exploitations, diminution des surfaces cultivées, paiements directs justifiés exclusivement par des considérations écologiques, l'agriculture suisse de l'avenir coûtera moitié moins qu'aujourd'hui à la collectivité tout en étant plus respectueuse de l'environnement.

Séparer politique et revenus

Hans-Christoph Binswanger, professeur à l'Université de Saint-Gall, n'a pas attendu la conjoncture actuelle pour entreprendre la critique de la politique agricole helvétique. En 1970 déjà, il préconisait de séparer la politique des prix agricoles et celle des revenus paysans. Il estime néanmoins que l'agriculture est une activité spécifique qui ne peut survivre dans un marché totalement libéralisé; soumise à la concurrence internationale et aux seuls mécanismes du marché, l'agriculture suisse est condamnée. Dès lors la question est de savoir si nous voulons ou pas conserver une agriculture indigène (*Neue Zürcher Zeitung*, 2 mai 1992). Paysans jardiniers ?

Certes, les consommateurs suisses pourraient s'approvisionner à meilleur compte sur le marché mondial et améliorer ainsi leur revenu réel. Mais il faudrait néanmoins maintenir des «jardiniers du paysage» que l'Etat devrait

EN BREF

Le pasteur grison Jacob Michael vient de traduire l'Evangile de Marc en sutsilvan, le plus petit des dialectes rhéto-romanches. La parabole du semeur se traduit par «Igl samnader». La première bible dans notre quatrième langue nationale a paru en ladin en 1560.

Discussion sur l'Europe au congrès zurichois de l'UDC. Le secrétaire d'Etat Blankart s'est exprimé en allemand pour être plus précis, en s'excusant de ne pas utiliser le dialecte. Un participant à la discussion lui a reproché d'avoir utilisé la langue nationale officielle !

Regroupements régionaux

En quelques semaines, un certain nombre de journaux ont disparu ou changé de mains en raison de leur situation financière déficitaire. Le phénomène est moins nouveau qu'il n'y paraît.

(cfp) Sur la Riviera vaudoise, *L'Est vaudois* vient d'absorber *Vevey Riviera*. En un siècle, Charles Corbaz et ses successeurs ont fermement pris pied à Montreux et éliminé tous leurs concurrents. C'est en effet Charles Corbaz qui a créé une imprimerie en 1899 à Montreux. Il imprime alors *Le Messager*, lancé par un ecclésiastique catholique; l'entreprise n'étant pas rentable, Corbaz la reprend pour effacer l'ardoise. *Le Messager* offre aux Montreusiens une alternative à la traditionnelle *Feuille d'Avis* jusqu'à la faillite de la Banque de Montreux en 1934. Les deux journaux, pressés par les

circonstances, fusionnent en 1936 pour donner naissance au *Journal de Montreux*. L'imprimerie Corbaz prend en main la destinée du quotidien dans des conditions financières précaires et le sauve.

Dans les années cinquante la situation s'améliore et la fusion avec les hebdomadaires la *Feuille d'Avis d'Aigle* et le *Courrier de Leysin* donne naissance en 1971 à *L'Est Vaudois*, depuis peu le seul quotidien régional entre Lausanne et Lavey. Le nouveau titre précise encore «*Feuille d'Avis d'Aigle, Courrier de Leysin, Journal de Montreux et Riviera réunis*». C'est un des rares quotidiens dont la publicité hors région est affermée à Orell Füssli Publicité SA. La fusion des deux quotidiens montreusiens a précédé de quelques années la fusion, en 1953, des communes du Châtelard et des Planches avec celle de Montreux. L'éditeur Gassmann de Biel a acquis la majorité du capital de *L'Impartial* de la Chaux-de-Fonds et une collaboration est prévue avec *L'Express* de Neuchâtel. ■

rémunérer. L'opération impliquerait des coûts pour le contribuable. Renoncer à une agriculture nationale présenterait des dangers quant à la sécurité de notre approvisionnement; en effet les modes de production des pays exportateurs, tout entiers tournés vers le rendement maximal, présentent des risques élevés: la monoculture, l'usage intensif d'engrais, bientôt les manipulations génétiques, sont sources d'érosion, de désertification, d'empoisonnement des sols, de fragilisation des cheptels. L'agriculture de ces pays est visiblement soumise à la loi des rendements décroissants. Dès lors le coût du maintien d'une agriculture suisse — pour le consommateur ou pour le contribuable — peut être considéré comme une prime d'assurance et non comme une subvention. Mais ce coût n'a pas à être exagérément élevé. Il ne s'agit pas tant aujourd'hui de produire plus que d'assurer une capacité de production, de maintenir une population rurale suffisante, des cultures et des élevages adaptés aux conditions géographiques. Les exploitations petites et moyennes peuvent survivre si elles se convertissent à la culture biologique; les paiements directs doivent précisément leur permettre de se libérer de la culture et de l'élevage intensifs. Sur ce marché ouvert, l'agriculteur peut trouver sa place et des prix suffisants en jouant la carte de produits de qualité et biologiquement sains. ■

Ici aussi, chacun des partenaires a auparavant absorbé ses concurrents. *L'Impartial* a repris il y a quelques années *La Feuille d'Avis des Montagnes*, du Locle; *L'Express* a été acquis par *La Feuille d'Avis de Neuchâtel* qui en a repris le titre au moment de changer de présentation. Quant au *Journal du Jura*, de l'éditeur Gassmann, il a absorbé *La Tribune jurassienne* de Moutier et est devenu, de ce fait, le seul quotidien de langue française du canton de Berne. On peut se demander si cette alliance jurassienne avec un centre biennois n'ébauche pas une évolution qui pourrait même devenir transfrontalière, comme l'a esquissé la dernière émission *Jura(s)* diffusée par FR 3.

Herbert Bruderer, un bon connaisseur des questions de presse, a récemment rappelé que de 1931 à 1990 un seul quotidien, le *Blick*, a été lancé avec succès en Suisse. L'expérience du *Nouveau Quotidien* est trop récente pour en tirer des conclusions, mais il est probable que ces prochaines années verront des regroupements, des essais de diffusion dans les régions voisines ainsi que des dispartitions de titres. Même Publicitas subit les conséquences d'une manne publicitaire devenue rare, ce qui lui impose une politique de prise de participation dans les entreprises de presse menacées et lui vaut de nouvelles accusations de viser au monopole (*Bilanz* du mois de juillet 1992). ■

Des tonnes de papier gaspillé

(pi) 832 pages A4 et une couverture cartonnée, tel se présente l'annuaire PTT Videotex 1992 édité en juin et remplaçant celui d'octobre 1991 (688 pages). Que contient ce précieux document envoyé à tous les abonnés au Videotex ? 200 pages de mots-clés et de rubriques en trois langues pour aider l'utilisateur à trouver les bonnes informations; 3 pages de noms de banques de données et plus de 600 pages d'adresses d'abonnés... Utilité de l'outil ? Nulle à tous points de vue. Il faut savoir: le Videotex est un système interactif de communication entre une banque de données et un utilisateur, le second pouvant questionner la première via un clavier et un écran. Un des buts premier du système Videotex français (le Minitel) était d'ailleurs de

supprimer à terme les annuaires téléphoniques, la recherche de numéro pouvant se faire sur écran. Alors soit le système fonctionne à satisfaction et toutes les informations contenues dans les 832 pages de l'annuaire sont accessibles sur écran — l'annuaire est donc inutile. Soit le système fonctionne tellement mal qu'il est difficile de trouver par le Videotex le numéro de la boîte aux lettres électronique d'un abonné ou le code d'entrée d'une banque de données, et dans ce cas il ne faut pas gaspiller argent et papier à éditer un bottin, mais améliorer le Videotex. S'ils devaient construire une fusée spatiale, les PTT l'équiperait de pédales... Mais la critique dépasse de loin l'anecdote. Il y avait au début de l'année près de 85 000 abonnés au service Videotex, qui ont chacun reçu un annuaire. C'est une centaine de tonnes de papier qui auraient pu être économisées. Et, à 10 francs l'annuaire, 850 000 francs. ■